

moins, j'ajouterais ceci : chacun sait que le Canada a toujours adopté une attitude positive vis-à-vis des propositions de maintien de la paix, et je puis assurer la Chambre que le Gouvernement va étudier promptement et sérieusement toute proposition faite en ce sens à l'égard de la situation au Nigéria.

On a proposé, monsieur l'Orateur, un amendement au rapport du Comité qui obligerait le Gouvernement à soumettre la question aux Nations Unies, à l'Assemblée générale ou à la Troisième Commission. Comme le Premier ministre l'a expliqué une fois encore cet après-midi, après avoir bien étudié l'affaire nous sommes arrivés à la conclusion que cette initiative ne serait ni pratique ni utile. Toute proposition en vue de faire débattre la question aux Nations Unies n'obtiendrait que peu d'appui. Pour cette raison seulement, une initiative serait inefficace et n'aurait aucune influence utile sur la situation. Toutefois, si nous agissions en dépit de ce manque d'appui, la position du Canada au sein de cet organisme mondial en souffrirait et nous perdriions sensiblement notre chance de prendre des mesures utiles à ce sujet et à d'autres égards.

En entamant le débat cet après-midi, le Premier ministre a prononcé ces paroles que j'appuie entièrement :

... m'ont confirmé dans ma conviction : essayer d'inscrire le conflit nigérian à l'ordre du jour de l'Assemblée générale non seulement provoquerait l'irritation et l'amertume de Lagos et des États membres de l'Organisation de l'unité africaine mais se solderait encore par un échec total...

Il a également dit :

Si nous essayions d'entreprendre des pourparlers par le truchement d'une commission de l'Assemblée générale, en supposant un instant que la chose soit possible, non seulement nos démarches seraient litigieuses, mais elles auraient encore des résultats contraires à ceux que nous espérons.

Devant ces déclarations je demande aux députés s'ils croient que nous devons persister quand les conséquences de nos actes seraient celles que le Premier ministre a exposées aujourd'hui.

Le Premier ministre a aussi dit que nous nous exposons à l'hostilité et à l'opposition des États africains, ce qui compromettrait notre politique qui consiste à trouver une solution efficace à la situation. On nous dirait sans doute que les secours que nous fournissons au Nigéria ne sont pas bienvenus et on prierait probablement notre observateur de rentrer chez lui.

Puis-je maintenant commenter la proposition d'intervenir et de presser l'Angleterre, l'URSS et d'autres encore, de cesser leurs ventes d'armes aux belligérants ? La Chambre se réjouirait, assurément, si tous les pays qui procurent actuellement des armes aux deux parties cessaient de le faire; si je pouvais croire qu'une intervention du Canada puisse aboutir à ce résultat, je n'hésiterais pas à la proposer. C'est là une question de politique que chaque gouvernement doit décider lui-même. Le Gouvernement français, chacun le sait, a nié le fait qu'il fournissait des armes aux rebelles. De plus, je pose aux députés la question suivante : la situation serait-elle améliorée si, à la suite de pressions extérieures, le Gouvernement britannique cessait entièrement ses fournitures d'armes au Nigéria, laissant le champ libre à l'URSS qui deviendrait ainsi la principale source d'approvisionnement de ce pays ?